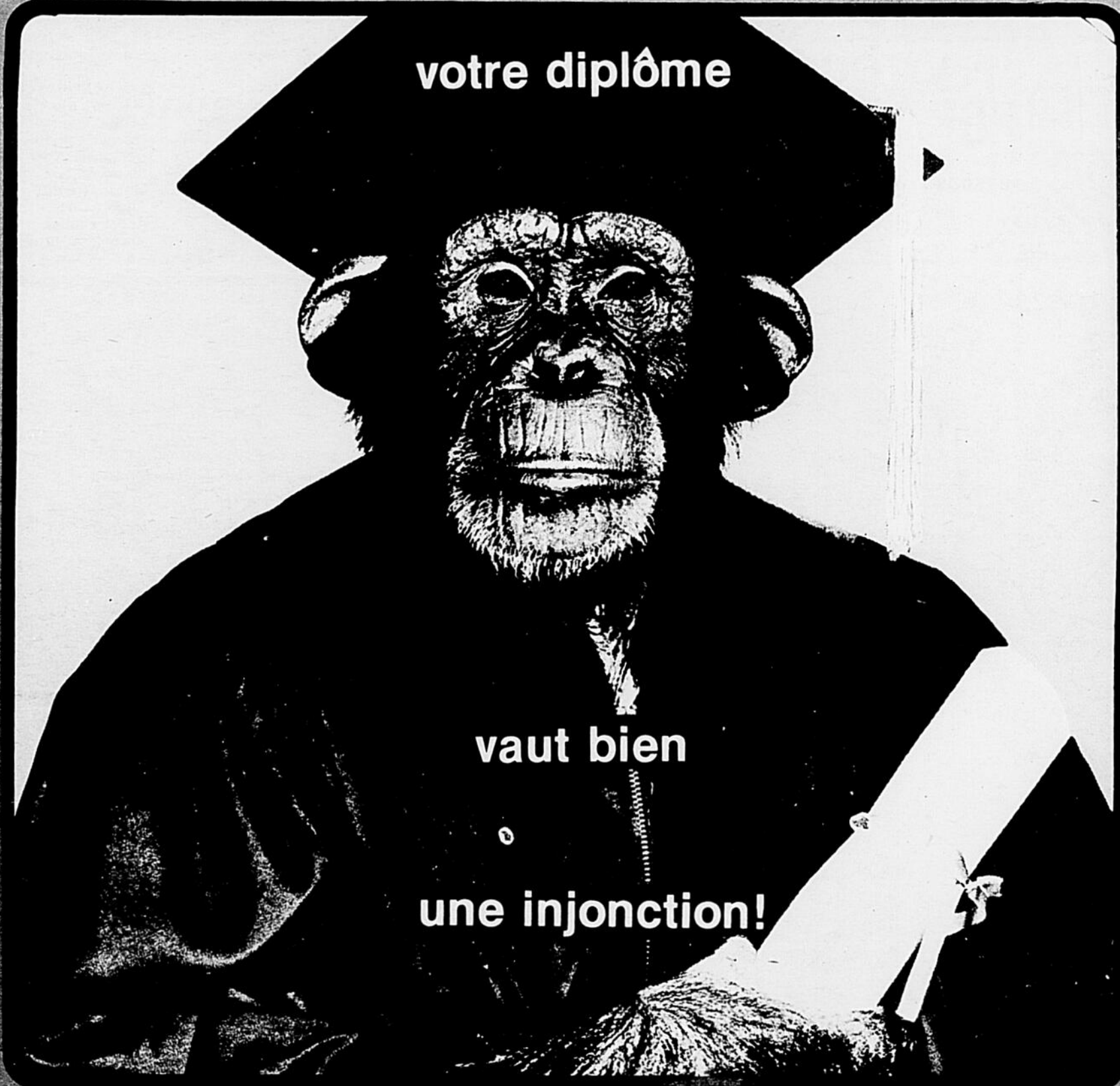


300
920

Volume 58

DU QUARTIER LATIN, 10 NOVEMBRE 1975 NO. 10


votre diplôme



vaut bien

une injonction!

à propos de l'aneq p. 4
le social-imperialisme p. 5, 6 et 7
sociologie : suite p. 12



L'incola

OFFRE SPÉCIALE

PHOTOCOPIE

SUR PRÉSENTATION DE LA CARTE D'ÉTUDIANT

6¢ ou moins

REPRODUCTION - 738-3372

Carlton

6280 Côte des Neiges, Montréal, Qué.

Volume 58

Vol. 58 Quartier Latin, No. 10, 10 novembre, 1975

Les nouveaux collaborateurs et dessinateurs sont bienvenus au Volume 58. Les réunions de préparation ont lieu le JEUDI à 18 h. au 6ième étage du Centre Communautaire (C-6526). La discussion des textes à paraître a lieu au même endroit le Mercredi à 18h.00. Nous lançons une invitation spéciale aux gens de l'UQAM qui sont intéressés à venir travailler avec nous.

Les photos qui paraissent dans le journal sont prises avec une caméra OLYMPUS OM-1 qu'on peut se procurer au Magasin de Services-Campus.

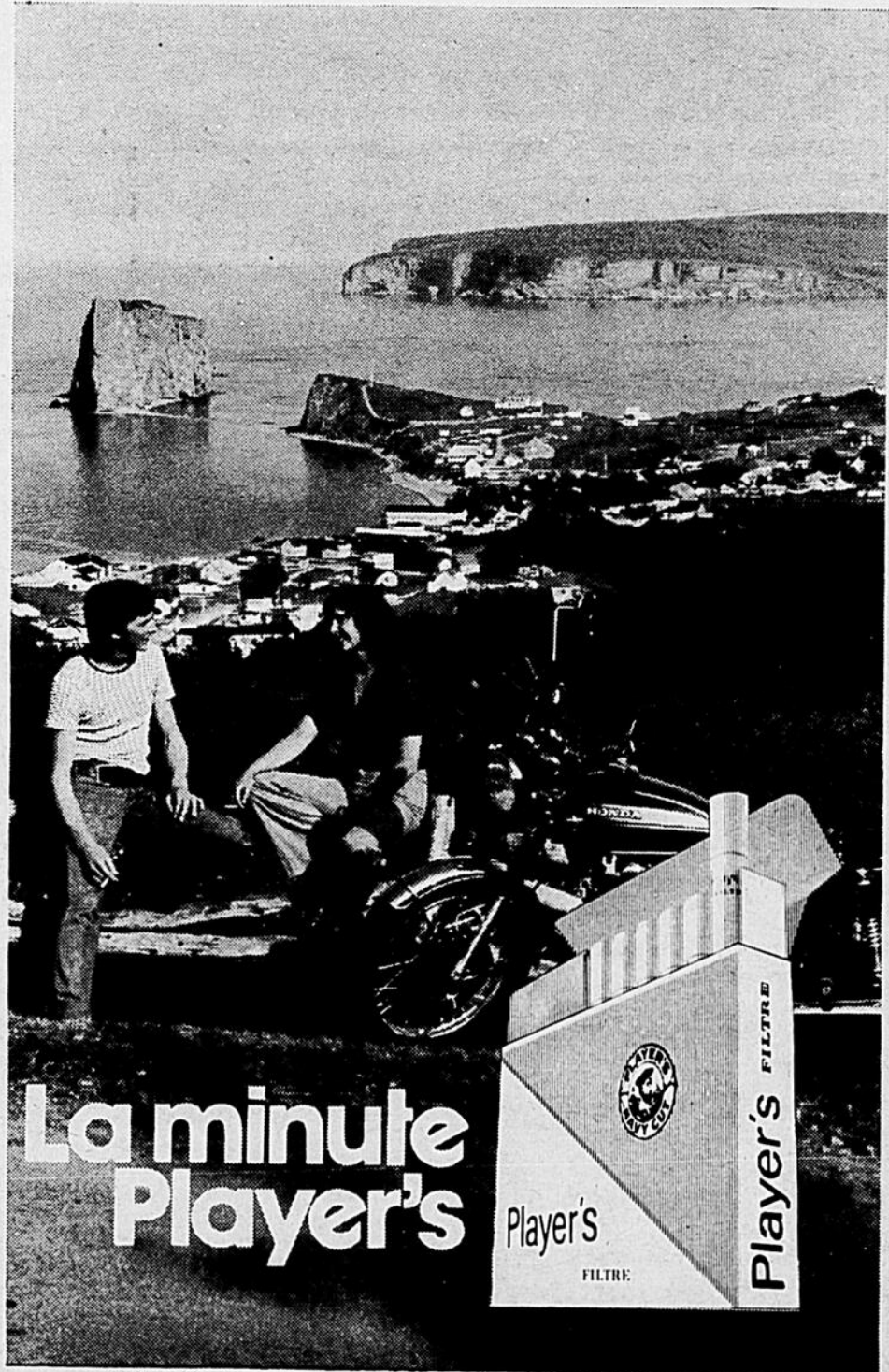
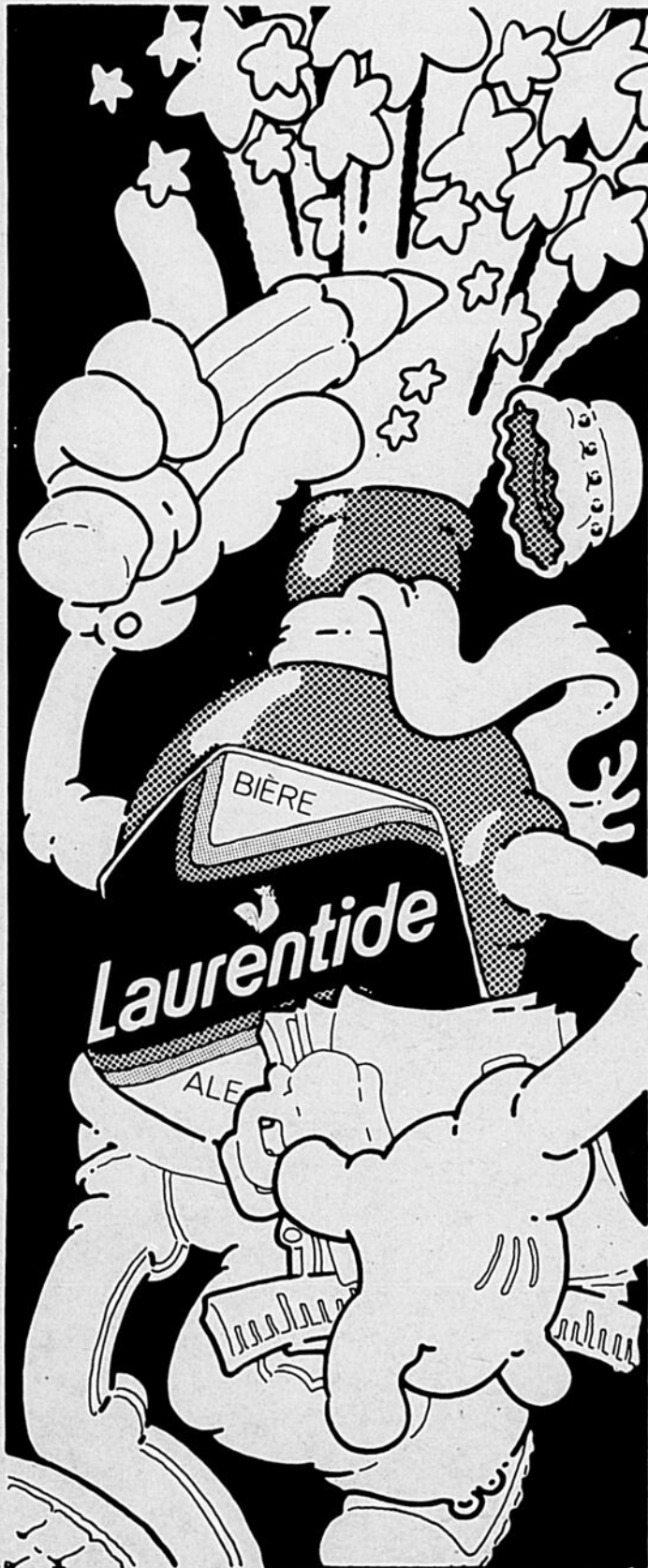
Depôt légal
BIBLIOTHEQUE NATIONALE.
Composition et montage
SST Typesetting.
Impression
Payette et Simms Inc.

**COORDONNATEUR
TECHNIQUE**

Pierre Tourangeau

COLLABORATEURS

Maryse Turcotte
Michel Desmarais
Pierre Paquette
Diane Bélanger
Pierre Anjou
Viateur Boutot
Andrée Côté
André Lemire
Alexandra Hobden



Avis: Santé et Bien-Être social Canada considère que le danger pour la santé croît avec l'usage - éviter d'inhaler.
Moyenne par cigarette - Format régulier: "goudron" 19 mg, nicotine 1.4 mg.

LES FILMS DU JEUDI MIDI EN DROIT

Jeudi le 13 Novembre

1-. "Eloge du Chiac".

(27 minutes)

Conversation entre une jeune
institutrice dans une école
française de Moncton et ses élèves.

R: MICHEL BRAULT

2-. "Une place au soleil"

(19 minutes)

La vie de M. Gérald Lachapelle
devenu mineur dans un milieu
anglophone.

R: ROBIN SPRY

MINUTE JURIDIQUE

FACULTE DE DROIT
BUREAU DES
SERVICES
JURIDIQUES
[738-4741

As-tu deux
secondes...?

Votre certificat de
naissance est-il en
bonne et due forme?
Votre naissance est-elle
enregistrée de l'Etat
civil? Y manque-t-il un
prénom? Votre nom ou
votre prénom est-il mal
écrit? Est-ce la bonne
année de naissance qui
y est inscrite?

Vous avez eu un en-
fant lorsque vous étiez
célibataire et cet enfant
porte le nom de sa mère
à sa naissance, puis
vous décidez de vous
marier avec le père;
l'enfant devient légitime
par le mariage mais sa
nouvelle situation a-t-
elle été corrigée dans
les registres de l'Etat
civil?

Toutes ces anomalies
dans votre acte de nais-
sance ou celui de votre
enfant peuvent vous
causer un préjudice sé-
rieux et grave parce que

vos acte de naissance
est une pièce d'identité
que l'on requiert sou-
vent pour, par exemple,
le mariage, un emploi,
un passeport, pour suc-
céder à vos parents
morts sans testament,
pour votre pension de
vieillesse, vos alloca-
tions familiales, carte
d'assurance-maladie et
plusieurs autres.

Si vous avez un pro-
blème de cet ordre-là,
venez nous consulter au
Bureau des Services
Juridiques, et nous
vous indiquerons la fa-
çon de procéder pour
apporter les corrections
nécessaires à votre acte
de naissance.

SERGE BENOIT

Un problème, des
questions? Prends ren-
dez-vous au B.S.J.
[1265-A, Pavillon des
Sciences Sociales, près
de la librairie des P.U.-
M.] par téléphone, l'a-
près-midi, du lundi au
vendredi, de 13h.30 à
17h.00 DES SERVICES
AUXQUELS TU AS
DROIT.



Richard Doyle
Biologie

on est 6 millions
de presque parents,

faut se parler.



BRASSÉE AU QUÉBEC PAR LA BRASSERIE **Labatt** LIMITÉE—Y'A RIEN QUI LABATT

A PROPOS DE L'ANEQ

L'ANEQ a maintenant droit de parole aux assemblées du Front commun intersyndical qui négocie actuellement avec le gouvernement québécois. C'est ce qui a été révélé il y a deux semaines environ, par la C.E.Q., la C.S.N. et l'ANEQ. Celle-ci n'aura cependant pas droit de vote.

Interrogés sur les raisons qui ont poussé la "centrale" étudiante à se prévaloir de ce privilège, les représentants de l'ANEQ ont répondu qu'il s'agissait surtout d'une question d'information. L'Association Nationale des Etudiants du Québec entend ainsi renseigner adéquatement ses membres sur tout ce qui concerne les négociations actuelles dans la fonction publique du Québec.

LE "FORMALISME" DE L'ANEQ

Amenée depuis quelque temps à démontrer ce qu'elle était capable de faire, l'ANEQ, dont les orientations sont plus qu'ambigües, du moins au niveau de l'énonciation, a souvent été dépassée par les événements sinon par une base trop militante pour elle. Que ce soit à

l'U de M pendant le conflit qui perdure en Sciences Sociales où l'ANEQ "officielle" a été pratiquement absente ou au niveau de la lutte contre la hausse des tarifs de la CTCUM dont la plus grande partie de la mobilisation ne répondait pas au cri de ralliement de l'ANEQ, celle-ci n'a joué qu'un rôle de dernier plan. La raison? Outre que la "centrale" étudiante ne cesse de mobiliser sur des mots d'ordre politiquement faux [on n'a qu'à penser à cette fameuse carte d'étudiant qu'elle réclame dans le cas de la CTCUM alors que c'est toute la population qui souffre d'une telle hausse], le fait qu'elle s'embarasse de structures plutôt que de luttes et qu'elle tente de récupérer à son compte les luttes menées par d'autres groupes plutôt que d'aller elle-même de l'avant, prouve nettement que l'ANEQ n'est qu'un gros ballon "vide" et que son sens politique se limite à l'opportunisme et à la publicité.

Il ne faut donc pas se surprendre si l'ANEQ tente de prendre le haut du pavé là où elle le peut. C'est tout ce qu'elle sait faire. Voilà

pourquoi elle siège maintenant au front commun intersyndical. Sous ses habits [pour ne pas dire ses abus] structurels et ses dehors progressistes, l'ANEQ est une machine réactionnaire qui ne fait rien d'intelligent sinon

lorsque l'ANEQ a été fondée, même ceux qui y croyaient plus ou moins espéraient que la nouvelle association nationale des étudiants allait brasser des choses et redonner au mouvement étudiant progressiste, une nou-

produit au grand désespoir de tout le monde. Si bien que, déjà bureaucratifiée, l'ANEQ, qui s'était donnée comme objectif de réorganiser le mouvement étudiant, est maintenant dépassée par celui-ci. L'ANEQ, voulant à tout prix asseoir sa présence, a voulu y aller prudemment en ménageant la chèvre progressiste et le chou réactionnaire comme si on pouvait à la fois refléter deux positions antagonistes, de telle sorte qu'aujourd'hui, quasiment "étatisée", elle ne représente que la droite du mouvement étudiant. Les dirigeants actuels de l'ANEQ sont des saboteurs, tout progressistes qu'ils se disent et ne dirigent en fait que les éléments les plus retardataires du mouvement étudiant québécois.

Tout ceci est d'ailleurs à ce point vrai, que les éléments progressistes de l'association nationale ont été obligés de se regrouper pour faire face à cette entité réactionnaire. A quoi cela a-t-il donc servi de mettre sur pied l'ANEQ? Cette question, je la pose à tous...



écouter grincer ses beaux rouages dorés.

L'ANEQ ET SA BASE

L'année dernière,

velle âme en même temps qu'une organisation solide et dynamique. Cela ne s'est pas

PIERRE TOURANGEAU

IL N'Y A PAS D'OUBLI FILMS REALISE PAR TROIS JEUNE REFUGIES CHILIENS PRESENTATION DE L'O.N.F.

Mardi, mercredi et jeudi les 11, 12
et 13 novembre à 12h.00 et 20h.00,

550 ouest rue Sherbrooke
LES AUTEURS SERONT PRESENTS

LE SOCIAL-IMPERIALISME SOVIETIQUE

En 1917, par la révolution d'octobre, l'Union Soviétique devient le premier pays à se libérer des chaînes du capitalisme. Sous la direction de Lénine et, par la suite, de Staline le Parti Communiste de l'Union Soviétique a instauré la société socialiste pour ainsi libérer les classes laborieuses de la dictature tsariste et de l'exploitation bourgeoise. Depuis, le parti sous la direction de Krouchtchev et, depuis 1964, de son successeur Brejnev a renié les fondements de la société socialiste pour ainsi créer une nouvelle bourgeoisie. "Socialiste en paroles mais capitaliste dans les faits", cette nouvelle bourgeoisie exploite les masses laborieuses de l'Union Soviétique et surexploite les pays de l'Europe de l'Est et les pays du Tiers-Monde.

1. RESTAURATION DU CAPITALISME EN UNION SOVIETIQUE

Une nouvelle bourgeoisie s'est installée au pouvoir en Union Soviétique. Cette nouvelle bourgeoisie détient le

pouvoir économique, politique et le monopole idéologique. Profitant, de sa situation dominante dans le Parti Communiste de l'Union Soviétique, cette nouvelle bourgeoisie a restauré le système capitaliste dans ce pays afin de consolider son pouvoir et d'augmenter ses profits.

Cette nouvelle bourgeoisie se compose des directeurs d'entreprises, des cadres de l'appareil d'Etat, des intellectuels bourgeois et des cadres dégénérés du Parti. Elle s'enrichit par les taxes, salaires et primes exorbitantes qu'elle soutire des masses laborieuses. L'écart entre cette nouvelle bourgeoisie et les masses laborieuses est de plus en plus grand. Ainsi, le salaire mensuel de l'ouvrier est de 60-70 roubles, celui d'un nouveau bourgeois est de plusieurs milliers de roubles. Sans compter que les rapports entre les dirigeants et les ouvriers sont semblables aux rapports d'une société capitaliste: rapport entre exploités et exploités.

Cette situation ne peut prévaloir dans une société socialiste. Evidemment, la société socialiste est une société de transition vers le communisme et, par conséquence, les traces de l'ancienne société capitaliste ne sont pas tout à fait disparues. Mais, un gouvernement communiste se doit d'atténuer cet état de fait et non, comme en Union Soviétique, pour supposément augmenter le niveau de consommation des masses, légitimer et développer cet état de fait. Par exemple, les chinois sont forts conscients que dans leur société il existe encore des traces de la société bourgeoise mais au lieu de renier cette réalité, ils l'affrontent pour mieux la combattre. Ainsi, en Chine l'échelle de salaire est seulement à 8 échellons; dans son évolution vers le communisme, il faut que la société chinoise diminue peu à peu cette échelle. De plus, les cadres sont sur le même pied que les ouvriers et, pour que cette résolution ne soit pas



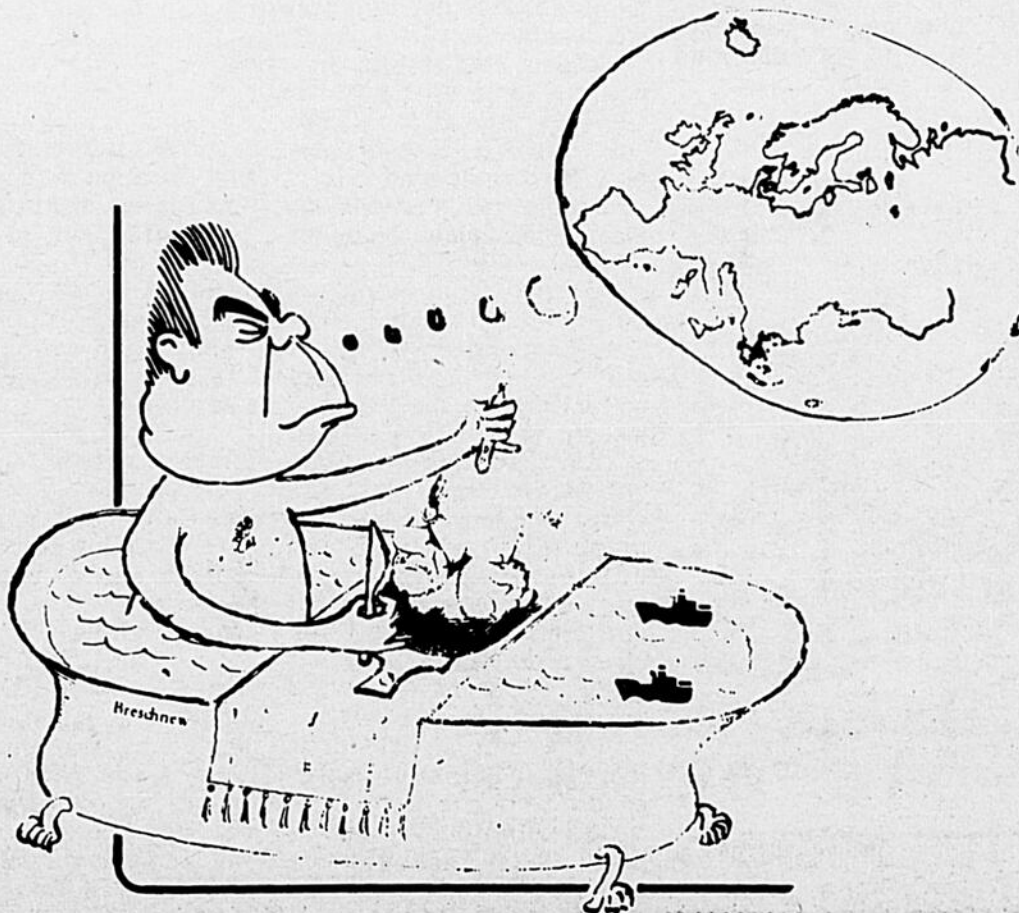
vaine, les cadres doivent travailler aussi dans l'usine comme simple ouvrier.

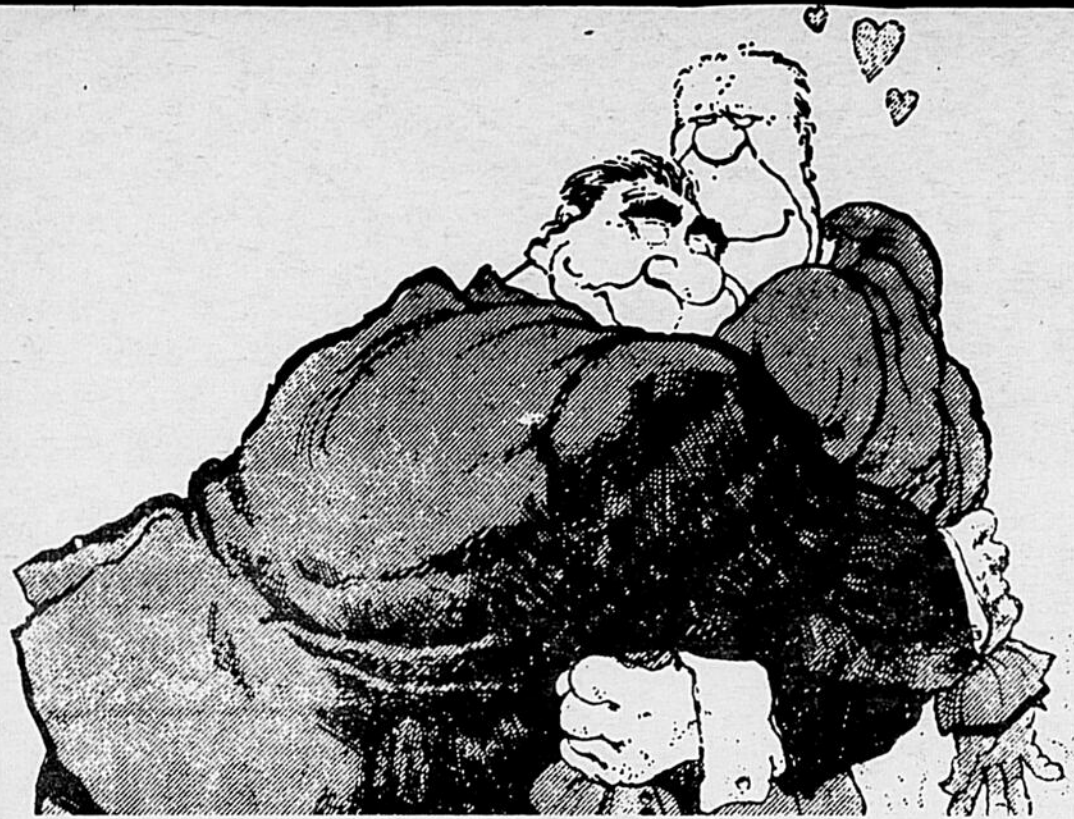
Tel n'est pas le cas en Union Soviétique où l'ouvrier est de plus en plus loin du pouvoir, pour n'être finalement qu'une simple marchandise qui rapporte des profits à la nouvelle bourgeoisie. L'ouvrier n'est plus la force principale de la société, il est relégué à un rôle secondaire. Ce rôle restreint du travailleur a des répercussions dans la façon de vivre des masses laborieuses. Ainsi, "la majeure partie des travailleurs reste politiquement amorphe. On a remarqué une recrudescence constante de l'alcoolisme et de la criminalité, même dans la jeunesse. La drogue, jadis fléau des seuls pays capitalistes a fait son apparition en Union Soviétique. La corruption, loin d'être liquidée, s'est épanouie"[1]. Ces indices sont révélateurs d'un malaise économique et politique.

"La majeure partie des travailleurs reste politiquement amorphe"... Con-

struire le socialisme exige une lutte de tous les jours contre les traces de l'ancienne société. Cette lutte est idéologique, elle est nécessaire pour contrer l'idéologie bourgeoise. Dans une société socialiste, par définition, le pouvoir appartient au prolétariat, dès lors, c'est au prolétariat à défendre sa société. Sans politisation des travailleurs, le pouvoir de ceux-ci n'a aucune base pour se maintenir, il doit céder sa place à une minorité consciente des profits à soutirer d'une telle situation. Il ne peut y avoir de révolution et de société socialiste sans les masses, c'est la condition primordiale pour l'existence d'une telle société.

Eloignés du pouvoir politique et de la direction de leur usine, les travailleurs ainsi ne participent plus à l'élaboration de la soi-disante société socialiste de l'Union Soviétique. Cet état de fait se perçoit aussi à travers le manque d'enthousiasme du travailleur face à son travail, selon la Pravda;





“un grave préjudice [à l'économie soviétique] est subi du fait des défauts d'organisation du travail, des absences injustifiées, des retards et des cessations de travail avant l'heure”[2]. Est-ce une situation normale pour une société où le travailleur a le pouvoir?

Depuis, la restauration du capitalisme en Union Soviétique, il y a eu déclin de l'industrie, baisse de la production agricole, inflation, chômage, grave pénurie sur le marché d'état, de nombreuses grèves [Kchimkent, Krev, Dniepropitrosh, etc.]. Cette détérioration des conditions économiques est la conséquence directe des politiques anti-socialistes de la nouvelle bourgeoisie. Mais, comment dans les faits ce pouvoir, s'est-il manifesté et consolidé?

Ce pouvoir est possible grâce à la possession des

moyens de production [usines, machines, etc.] par la nouvelle bourgeoisie. Même si juridiquement la propriété privée n'existe pas en Union Soviétique, dans les faits, les moyens de production relèvent de la nouvelle bourgeoisie qui, sous la direction du Parti, en dispose à son gré et en retire aussi les profits. Etant donné que la société socialiste est une société de transition, la nouvelle bourgeoisie n'a pas eu besoin d'une révolution pour prendre le pouvoir, elle n'a eu que, sous le masque du socialisme, à émettre sa propagande pour ainsi leurrer le prolétariat.

Ce revirement à droite du Parti Communiste de l'Union Soviétique a commencé au XXe congrès du PCUS [1956] qui, par le biais de Khrouchtchev, élabore des thèses anti-socialistes. Mais ce

n'est qu'en mars '65 que la session plénière du Comité Central du P“C”US légitime l'application de certaines de ces thèses. Cette année-là, Brejnev et son parti approuvent la généralisation des stimulants économiques et accordent une plus grande importance à la marge de profit.

Pour la clique de Brejnev, les profits sont maintenant les indicateurs de la rentabilité d'une entreprise, ils sont l'objectif premier de la nouvelle bourgeoisie. Ainsi, de 1967 à 1970, les statistiques nous démontrent que sur 10,000 entreprises commerciales d'Etat, le volume des marchandises a augmenté de 27.4% et les profits de 57%. Mais, est-ce le but d'une société socialiste de faire du profit?

Il peut exister du profit dans une société socialiste mais ce profit est redistribué

aux travailleurs et à l'amélioration de la production. Tel n'est pas le cas en Union Soviétique où les profits sont appropriés par la nouvelle bourgeoisie. En plus, le taux de profit, dans une société socialiste, n'est en aucun cas indicateur de la rentabilité d'une entreprise. Le seul indicateur de la rentabilité d'une entreprise est d'être au service du peuple.

Pour augmenter la production et, par conséquent, ses profits le P“C”US se sert des stimulants économiques. Ces stimulants sont, dans la société capitaliste américaine, les primes que l'on accorde aux cadres et aux ouvriers qui contribuent à l'augmentation de la production de l'entreprise... Dans une société socialiste, de tels stimulants sont inconcevables, car la force du système économique dépend de la motivation du travailleur et non pas de la motivation pécuniaire des stimulants. On ne construit pas une société socialiste sur la base de l'attrait de l'argent.

D'ailleurs, ces stimulants sont une partie des profits de la nouvelle bourgeoisie. Car, entre 80 à 85% de ces stimulants sont accordés aux dirigeants. Au début de 1974, 31% des entreprises d'Etat de détail et d'alimentation se servaient de ces stimulants pour augmenter leurs profits; curieusement, ce sont les entreprises qui décident de la répartition de ces stimulants... Evidemment, il y a entre 15 et 20% de ces stimulants économiques qui sont accordés aux ouvriers. Voilà, ce que c'est pour la nouvelle bourgeoisie soviétique, le pouvoir aux ouvriers...

Pendant ce temps le pouvoir de la nouvelle bourgeoisie continue à se consolider, elle renie de plus en plus la planification socialiste pour les bienfaits du marché capitaliste. Au début de 1967, le P“C”US décide d'élargir les pouvoirs des dirigeants d'entreprises. “Les directeurs d'entreprises ont, sur les biens de leurs entreprises, le droit de “se les procurer, de les utiliser et d'en disposer” de même que le droit de “louer” de céder ou de vendre les moyens de production “non utilisés”, ils peuvent eux-mêmes “embaucher et licencier” les ouvriers et les chasser de leur usine à leur gré”[3]. Et, les ouvriers n'ont qu'à respecter les directives du Parti, avec l'illusion que le pouvoir leur appartient, encore...

Ces directeurs d'entreprises sont élus, sous la gouverne du Parti, par divers

comités ou même par les ouvriers. Mais le Parti contrôle tout, le crédit des entreprises, la mainmise idéologique, etc., c'est toujours le candidat du Parti qui, curieusement, est élu et étant donné que le Parti n'est plus le Parti des travailleurs, alors... Cette réévaluation du directeur d'entreprise va à l'encontre des principes élémentaires du communisme. Ainsi, la direction de l'usine n'appartient plus à l'ouvrier, les fruits de leur travail ne sont plus répartis selon l'effort



des dits travailleurs, et il y a augmentation, et non réduction, de l'écart entre le travail intellectuel et le travail manuel. Finalement, le rôle du directeur d'entreprise en Union Soviétique ressemble, étrangement, au rôle de son confrère et camarade... américain.

Cette course aux profits a aussi des répercussions à l'intérieur de l'usine. Les nouveaux maîtres de l'économie soviétique ont recours à une discipline autoritaire pour augmenter la productivité et les profits. Pour se faire, ils copient les modèles de production capitaliste américains pour obtenir un meilleur rendement. Ainsi, ils introduisent, dans l'usine, une nouvelle technologie au détriment de l'ouvrier et augmentent l'intensité du travail. Ce qui a pour

effet de réduire le personnel de l'usine et de faire travailler plus fort les autres. Par exemple, en 1970, il y avait plus de 6,630,000 personnes licenciées en Union Soviétique.

2. LE SOCIAL-IMPERIALISME SOVIETIQUE

“L'impérialisme est le stade suprême du capitalisme”. La politique extérieure de l'Union Soviétique est le prolongement de sa politique intérieure. L'Union Soviétique est un pays impérialiste qui entend bien pro-

Baltique, en Mer du Nord, dans la Mer Noire, dans le Pacifique, dans la Méditerranée et une flottille dans l'océan Indien? Pour la co-existence pacifique...

L'EUROPE, POINT-CLE DE LA RIVALITE DES DEUX SUPERPUISSANCES

Pour l'Union Soviétique l'Europe représente un marché très intéressant et elle n'a qu'intérêt à renforcer sa position dans ce coin du monde. En Europe de l'Est, par le COMECON [sorte de Maché Commun des socialistes pays communistes], l'Union Soviétique contrôle une bonne partie de l'économie de ces pays. Par exemple, ceux-ci importent de l'Union Soviétique presque tout leur pétrole, 80-90% des minerais de fer, 34% des produits pétroliers, 35% de leur coton, charbon, du minerai de manganèse. En plus, l'Union Soviétique leur impose un programme d'intégration économique, c'est-à-dire, une spécialisation de l'économie des pays de l'Europe de l'Est qui ne profite qu'à l'Union Soviétique. Et, pour empêcher la révolte de ces pays contre ce système inéquitable, il y a le Pacte de Varsovie [fondé en 1955, à l'époque de Khrouchtchev]. Ainsi, il y a 31 divisions soviétiques stationnées dans les pays de l'Europe de l'Est. Est-ce que vous vous souvenez de l'invasion de la Tchécoslovaquie?

Cette exploitation ignoble, cet échange inégal des pays du COMECON rapporte des gros profits à l'Union Soviétique. Souvent les produits sont de qualité médiocre, en plus d'être vendus à des prix exorbitants. Cette surexploitation est possible en achetant des produits à bon marché et en les revendant à un prix excessif. Pour un pays qui est soi-disant libéré de l'exploitation de l'homme par l'homme, sa politique extérieure lui fait honneur...

LE TIERS-MONDE

Si pour les pays de l'Europe de l'Est, l'Union Soviétique parle d'un programme d'intégration économique, pour les autres pays, dans la même logique, elle parle d'une division internationale du travail. C'est le même principe que pour les pays de l'Europe de l'Est, c'est une spécialisation des économies nationales afin de soutenir sa politique d'expansion et de pillage. Face au Tiers-Monde, cette division internationale du travail vise une Asie, Afrique et Amérique Latine agricole face à une Union Soviétique industrielle...

U
S
A



U
R
S
S

Cette entreprise de pillage et de surexploitation prend forme à travers des traités bilatéraux entre pays et par l'implantation d'entreprises mixtes dans ces pays [entreprises gérées par l'Union Soviétique et le gouvernement d'un autre pays ou encore avec des entreprises capitalistes!!!].

En Inde, l'Union Soviétique supporte le gouvernement réactionnaire de Madame Gandhi. Ainsi, par des traités très avantageux, l'Union Soviétique contrôle 30% de l'industrie de l'acier, 60% de l'industrie du pétrole, 60% de l'équipement électrique et 85% des machines lourdes. L'entraide économique, ça rapporte... n'est-ce pas? Etant généreuse de nature, l'Union Soviétique a vendu en 1974-1975 pour 45,000 tonnes de papier journal à l'Inde au prix

de 3,640 roubles, le prix du marché mondial était de 2,848 roubles... En plus, l'Inde paye 30,000 roupies la tonne de l'acier de l'Union Soviétique, le prix du marché mondial est de 15,000 roupies la tonne. Etc., etc., etc.

Au Moyen-Orient, l'Union Soviétique aide les arabes, tout en permettant, aux Juifs soviétiques d'émigrer en Israël... Pendant la guerre d'octobre 1973, elle a doublé le prix des armes vendues aux arabes et a exigé le paiement cash ou encore l'achat de pétrole à bon prix. Une Union Soviétique opportuniste...

Les exemples ne manquent pas pour illustrer cette générosité des “camarades soviétiques”.

3. CONCLUSION

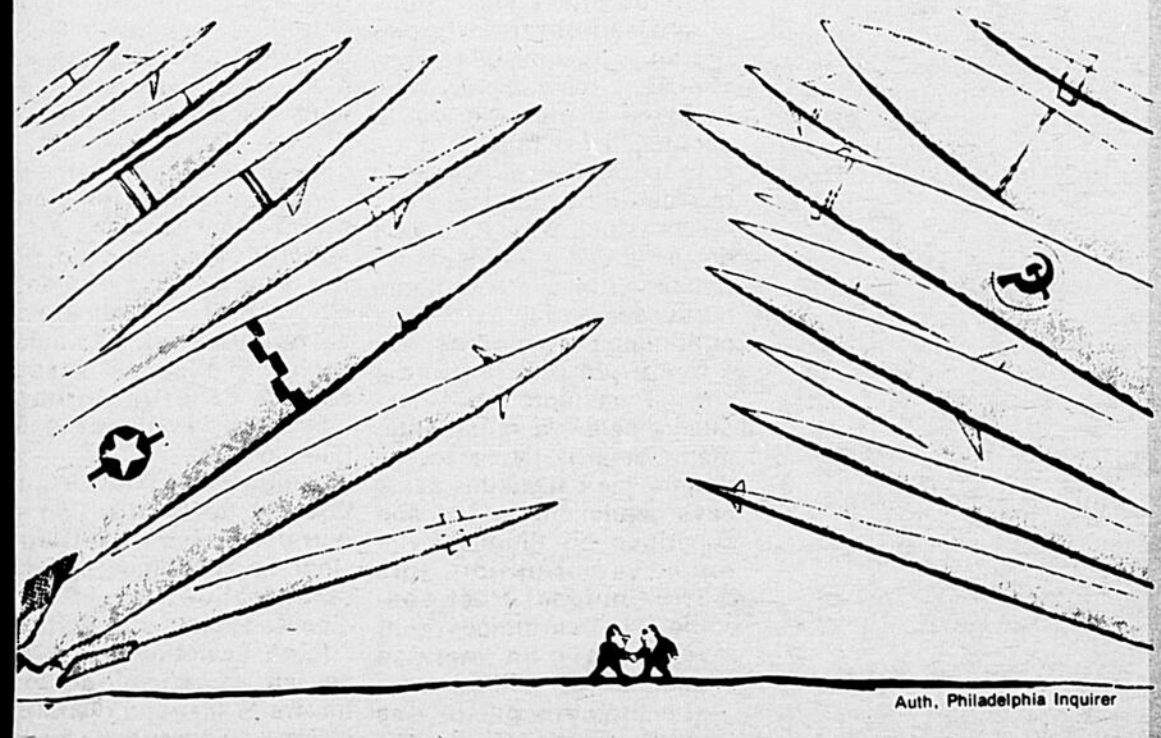
L'échec du socialisme en Union Soviétique n'est pas la

preuve que ce système est impraticable. Il suffit pour cela de regarder les succès grandioses de la société socialiste en Chine, pour avoir la preuve du contraire. L'échec de l'Union Soviétique demeure une leçon pour les futures luttes de libération du prolétariat à travers le monde. Chose sûre, une société nouvelle ne se construit pas en quelques années...

MICHEL DESMARAIS [SCIENCE POLITIQUE]

NOTES:

- 1. DE LA DEMOCRATIE SOCIALISTE, R. Medvedev, Ed. Grasset
- 2. PRAVDA, 27 septembre 1968
- 3. DEMASQUONS LE SOCIAL IMPERIALISME SOVIETIQUE, réalisé par le C.I.L.A., Paris, Editions du Centenaire.



Auth. Philadelphia Inquirer



A PROPOS DE LA LUTTE CONTRE LA CTCUM ...

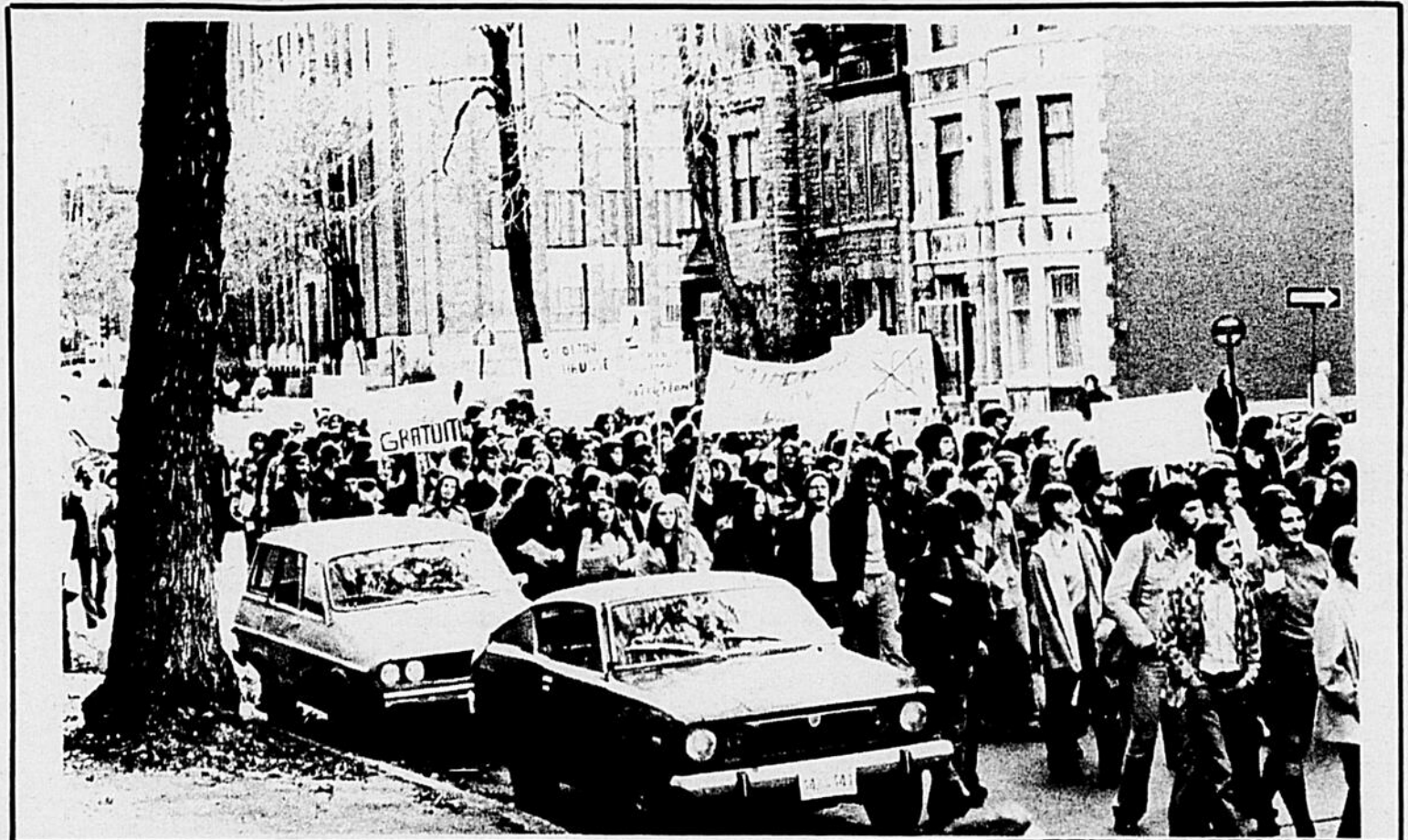
Quelques remarques historiques

"Le collectif," journal des étudiants de Science Politique, commente dans son dernier numéro l'importante manifestation, du 23 octobre dernier contre la hausse des tarifs à la CTCUM, en s'attachant plus particulièrement à décrire la division qui a alors prévalu entre l'actuelle direction de l'ANEQ et le Comité des usagers du Transport [CLUT].

Etant un de ceux qui a pris part à la création de ce comité nous voudrions revenir sur certains aspects de l'article de nos amis de Science Politique.

Écoutons d'abord ce que dit le Collectif: "Les militants du SESP n'ont jamais tripés sur les dits "Comités de Lutte". "Pour nous la job c'est de regrouper et d'organiser les étudiants, et c'est déjà beaucoup. Pas question pour nous de faire du missionariat en milieu ouvrier, d'essayer d'organiser les travailleurs par-dessus leurs syndicats, leurs organismes populaires et de défense." A ce que nous sachions le CLUT n'a jamais eu l'idée de faire un quelconque missionariat et encore moins de passer par-dessus les organisations syndicales—l'ANEQ y compris. Ce qui a justifié la création d'un tel comité est simple, c'était la nécessité de réunir tous les secteurs prêts à se mobiliser contre la hausse des tarifs. Il devrait en effet être clair que le meilleur garant d'une mobilisation large et massive sur cette question était d'impliquer de façon commune les diverses couches sociales et leurs organisations [syndicats, ADDS, ANEQ...] dans une structure démocratique et unitaire où ceux qui se battent sont ceux qui décident.

Dans un tel contexte nous ne pouvions être d'accord et nous espérons que nos amis de Science-PO le comprennent, avec les conceptions de l'actuelle direction de l'ANEQ qui voulait mobiliser d'un point de vue étroitement corporatiste [carte étudiante] en ne recherchant qu'une unité au sommet de bureaucrates à bureau-



crates... Le tout se serait alors perdu dans les dédales feutrés d'une quelconque commission parlementaire.

Un tel désaccord était partagé par la majorité des militants du CLUT; les propositions des dirigeants de l'ANEQ étaient au contraire minoritaires et battues par des votes démocratiques. Le CLUT alors constitué autour du mot d'ordre unificateur de "NON A LA HAUSSE", pour travailler à élargir la lutte aux différents secteurs touchés par la hausse [quartiers, écoles...], a fonctionné selon le principe démocratique d'une AG décisionnelle ouverte à tous les militants, et qui élisait une coordination chargée d'appliquer les décisions de l'Assemblée Générale et révocable en tous temps par cette dernière.

Il a été ainsi prouvé dans la pratique, que le mouvement étudiant peut se mobiliser sur des questions débordant le cadre des intérêts étudiants et ainsi se lier dans la lutte à d'autres couches de

la population. Une telle réalité a même pu permettre dans une certaine mesure, le renforcement du travail de militants de gauche au sein des organisations syndicales: alors que les directions en place notamment le CRIM se contentaient de représentations à des commissions parlementaires, l'existence du CLUT a permis à plusieurs travailleurs [chez les fonctionnaires municipaux] de s'organiser réellement et de faire l'apprentissage concret de la lutte.

Une chose est claire cependant le CLUT ne se pose en aucun temps comme substitut aux organisations de masse actuelles, que ce soient l'ANEQ ou les syndicats. Il s'est défini comme une coordination de lutte des différents secteurs mobilisés contre la hausse des tarifs. C'est pourquoi le CLUT a toujours travaillé pour que ces organisations soient parties prenantes du travail, qu'une place a toujours été laissée libre au comité de coordination pour les représentants du mouvement syndical et de l'ANEQ.

Mais alors quelle est la raison de la division constatée par les camarades du "Collectif" et dont les journaux ont largement fait état?

Le sectarisme de l'actuelle direction de l'ANEQ est difficile à comprendre. Du moins si on tente de le faire avec logique. Nous ne reviendrons pas sur le fait d'avoir appelé la manifestation du 23 octobre à 17 heures uniquement parce que le CLUT la faisait à 19 heures [heure normale pour la population travailleuse]; la manifestation a quand même été conjointe [ouf].

Mais refuser de participer à des choses aussi élémentaires que la défense unitaire des militants arrêtés dans le métro est phénoménale. A moins bien sûr que le rôle de ceux que le "Collectif" qualifie d'accoucheurs historiques de l'actuelle ANEQ [le PCCml] n'y soient pas pour rien... A ce niveau, nous voudrions aussi signaler qu'il est ainsi faux de réduire ces divisions à une lutte entre les "anti-capitalistes" et l'amalgame timoré de l'ANEQ, ainsi que l'explique

le "Collectif". Le CLUT recouvre une réalité beaucoup plus large que celle de l'actuel regroupement anti-capitaliste en milieu étudiant: la diversité des organisations membres en témoigne. Il n'en reste pas moins que dans de nombreux cas, les militants ont aussi été ceux du CLUT dont ils partagent les perspectives et les formes d'organisation et que l'expérience de cette lutte les a renforcés dans leurs convictions de construire une tendance anti-capitaliste qui pourra se contreposer à l'actuelle direction de l'ANEQ.

Là dessus le "Collectif" reconnaît de façon positive qu'une telle tendance "peut être la garantie d'une ANEQ combative". Mais il ajoute qu'on ne peut demander "aux étudiants d'être a priori anti-capitalistes". Ce problème qui implique entre autres de distinguer entre masse étudiante et mouvement étudiant mérité d'être discuté. Mais c'est déjà le sujet d'un autre article.

Pierre Paquette

LE JOURNAL DE MONTREAL ET LES MAOISTES...

Dans son édition du 28 octobre 1975, le "Journal de Montréal" annonçait en premier que "Les maoïstes ont failli déclencher la guerre civile en octobre 70"... Non! ne riez pas, c'est pas une blague, la nouvelle est apparue [c'est vraiment le cas] à la suite d'une série d'articles et d'hypothèses qui déferlent dans nos journaux, depuis quelques temps, pour "fêter" le 5e anniversaire de la crise d'octobre. Une crise politique ça se fête, n'est-ce pas... Mais, entre être un peu curieux [Qui sait ce n'est peut-être pas le FLQ qui a assassiné le ministre Laporte] et être ridicule, il y a une p'tite différence. Le "Journal de Montréal" porte bien son ridicule. D'ailleurs, ce même journal, pour comble du ridicule, publiait quelques jours plus tard [29 octobre 1975] un article sur un "Plan américain pour envahir le Canada..." en 1919!!!

Revenons à notre histoire, ce digne journal du ridicule nous apprend qu'"en voulant tirer profit de la crise d'octobre 1970 pour provoquer la guerre civile au Québec, un groupuscule révolutionnaire maoïste est venu à un cheveu de rompre l'équilibre social fort précaire de l'époque" Il faut le lire deux fois pour le croire... Un vrai roman de science-fiction mais, un instant, l'histoire ne fait que commencer...prenez votre souffle, on continue.

Il était une fois, le 21 octobre 1970, un groupuscule d'une demi-douzaine de "méchants maoïstes" qui préparait les plans de la révolution. Cette révolution québécoise débutait par l'assassinat de "bons, gentils, extraordinaires, géniaux, etc, policiers et soldats" canadiens. Ainsi, deux membres [pour faire une guerre civile, c'est pas beaucoup...] devaient s'installer sur le toit d'un édifice près de la Sureté du Québec afin de commettre l'horrible massacre. Bien équipé pour faire une guerre civile, ce mouvement identifié au "Patriote rouge" avait pour munitions de vieilles carabines .303. Voilà, ce qui aurait suffi à déclencher le processus révolutionnaire au Québec... Une fois ce processus mis en branle, les

masses seraient venues à la révolution par un "tract incendiaire"... Passionnant, n'est-ce pas...mais reprenez encore votre souffle car l'histoire n'est pas encore finie.

Pourquoi la révolution n'a pas eu lieu en octobre 1970??? Tenez-vous bien, le ridicule continue, le suspense est digne des meilleurs romans policiers. Parce qu'"un coup de feu dans un bol de toilette a fait échec à leur plan". Un des "révolutionnaires" par accident, tira

un coup de carabine dans le bol de toilette ce qui alerta, évidemment, les voisins. OUF! La Société fut sauvée par un bol de toilette. Et pour donner un peu plus de piquant à l'histoire, le Journal de Montréal fait appel à un "bon policier" qui déclare qu'"on a encore froid dans le dos aujourd'hui en pensant aux conséquences que la réalisation de ces attentats aurait pu avoir". Si la police le dit, c'est qu'elle a raison. BOF! FIN DU ROMAN. Ce

qui a de révoltant dans cette histoire-démagogique, ce n'est pas son ridicule mais bien son contenu idéologique. Dans le fond, cette histoire dénonce les "méchants communistes" qu'elle tente de présenter comme un groupe marginal et fanatique. Par exemple, le "Journal de Montréal", parlant du tract qui aurait embarqué les masses dans la révolution, affirme que le texte est un "texte incendiaire dont seuls les mao-

istes ont le secret". Quelle logique, les communistes sont de "méchants révolutionnaires démagogues", ce sont des révoltés. Et puis en octobre 1970, "les maoïstes étaient des amateurs" mais, aujourd'hui, peut-être que les marxistes-léninistes [et non le maoïstes, ce terme est péjoratif] sont un peu plus expérimentés. Pourquoi, une telle dénonciation du mouvement marxiste-léniniste?

Depuis quelques temps au Québec, il existe une chasse aux sorcières pour trouver les ennemis du système. Le rapport de police rendu public cet été sur ces ennemis du système en est la preuve. Tout cela est normale, si nous considérons que le gouvernement à l'intention de rétablir les mesures de guerre pour les jeux olympiques. Dès lors, il faut identifier les personnes et les groupes susceptibles de provoquer des actes terroristes ou encore ceux qui remettent en question le système. Car, les jeux olympiques sont une très bonne occasion pour faire renaitre le FLQ ou pour propager ses idées au niveau international. La police doit aussi justifier ses "futurs arrestations" devant le public, après tout, nous vivons dans une société démocratique...

L'article du Journal de Montréal n'est sûrement pas étranger aux forces policières. Un tel article identifie les marxistes-léninistes [qui rejette pourtant le terrorisme] comme un groupe dangereux qui peut provoquer une guerre civile...s'ils ne tirent pas dans un bol de toilette. Evidemment, l'histoire ne tient pas debout mais ce qui importe ce sont les résultats. Qu'importe que ce soit des marxistes-léninistes, des "nationalistes de gauche", des patriotes, des gens progressistes, des indiens révoltés, etc.? Ce qui importe, c'est d'avoir un mois de juillet 76 calme, digne d'un Canada neutre et pacifique!!! Et puis si ces mesures permettent de brimer le mouvement de gauche au Québec, alors pourquoi pas en profiter?



MANEIGE

Lundi soir dernier, le chic "Café-Campus" présentait le groupe québécois: Maneige.

Maneige! C'est un arsenal hétéroclite d'instruments musicaux dissimulés sur une scène: vibraphone, xylophone, piano, orgue, flûte, saxophone, carillon, percussions de tous genres, "klaxon de bicycle", sifflet d'arbitre...et excusez-moi j'en oublie.

Maneige! ce sont huit individus [on pourrait en soupçonner dix ou

plus], se déplaçant presque constamment sur la scène pour arriver à manipuler toute cette gamme d'instruments.

Maneige! se situe dans la foulée de la musique expérimentale. C'est en alternance du "rock progressif", du "jazz progressif", avec quelque fois des tonalités "free jazz" et même quelques notes de "blues".

Maneige! ce n'est pas un show, ce ne sont pas des mélodies que l'on fredonnent inconsciem-

ment à la fin du spectacle. C'est une musique "cérébrale", mystérieuse, sidérale, laissant place d'autre part à la fantaisie de la flûte traversière, à la sensibilité du vibraphone, aux rythmes saccadés des "tam-tam" et batteries.

Maneige! c'est aussi la magie de l'image raccrochée à des thèmes musicaux de films ou d'émissions de radio. Ce sont des titres comme "Radio-Québec", "Une journée dans la vie d'un chou", "Terriibe-terriibe-terriib", où là encore fantaisie s'allie avec recherche et "science" musicales.

Maneige!!! un carrousel musical, un



menu de choix, une musique encore à figoler, certes, mais progressant dans la voie sûre de la recherche.

Ah, j'oubliais! Maneige, ce sont entr'autres: Alain Bergeron, Jérôme et Vincent Langlois, Denis Lapierre, Yves Léonard, Gilles Schetagne, tous de Vincent d'Indy.

Il y avait foule nombreuse et silencieuse ce

lundi soir dernier au "Café" pour assister à un spectacle de très bon goût. Espérons qu'un autre groupe québécois "Le pouls" nous fera vibrer autant lundi prochain. De toute façon prenez soin d'arriver de bonne heure, si vous voulez avoir une bonne place.

ANDRE LEMIRE,
UQAM

DU NOUVEAU AU MAGASIN SERVICES-CAMPUS.

Les Magasins de Services-Campus Viennent D'OBTENIR une entente AVEC UN NEGOCIANT EN AMEUBLEMENT, ce qui veut dire que vous pouvez obtenir des meubles à des prix jamais vu. 20,000 pieds carrés de meubles exposés.

Pour cela il vous suffit de passer à l'un des deux Magasins et obtenir votre

"CARTE D'INTRODUCTION"

Sans cette carte aucune entrée n'est possible à la Salle d'exposition.



C'est aussi...

partir quand ça nous tente, pour où on veut, en paix...
constater que c'est samedi en ouvrant les yeux...
se lever avec plein de projets pour la journée...
se baigner "nature" au moins une fois dans l'été...
un frigo plein quand on a une fringale...
être payé pour faire ce qu'on aime...

Le mieux-vivre commence à la Banque Provinciale.

Venez nous voir.



banque provinciale
LA BANQUE DU MIEUX-VIVRE

PAS DE "PARTY" DE L'ABITIBI CETTE ANNEE!

Après le refus, de la part de l'Université de Montréal, de mettre un local à la disposition des organisateurs, il semble bien que la réalisation du "party" de l'Abitibi soit pour le moins compromise cette année. Pourtant, dans le passé, la location d'une salle ne semble pas avoir posé de problème. Depuis une quinzaine d'années, cette fête populaire à grand succès a toujours eu lieu à l'U de M. Comment expliquer un tel revirement? L'Université, quant à nous, n'a pas fourni de raison valable. La déception va être grande. Et personne n'y comprend rien.

Du moins, le Centre sportif et la cafétéria du Pavillon des sciences sociales, les deux salles sur le campus suffisamment grandes pour accueillir la foule attendue, sont "mystérieusement" non disponibles pour la soirée du samedi

15 novembre.

Il faut bien admettre que l'Université a consenti, cependant, à un "gros" effort [sic]. Elle acceptait de louer le Grand Salon du Centre communautaire, mais à condition d'y limiter soigneusement à 1,200 le nombre de personnes admises. Proposition inacceptable pour deux raisons.

D'abord, il suffit de songer que, l'an dernier, cette fête attirait près de 2,500 personnes. A supposer que, cette année, elle en attire autant, la limite qu'impose l'Université deviendrait vite une véritable provocation. En effet, plus de la moitié de l'assistance, venue de 400 milles et plus, se verrait interdire l'accès à la salle. On imagine bien qu'un simple concierge réussirait mal à empêcher une telle foule de pénétrer à l'intérieur. Et comme les organisateurs se rendent responsables de tout dommage, ils ne

peuvent encourir un tel risque.

En second lieu, l'Université obligeait les organisateurs à accepter que le Service alimentaire en place veille au fonctionnement du bar, façon très directe de s'approprier les profits très alléchants, d'ailleurs. Ne pouvant plus compter sur cette source de revenus, les organisateurs devaient se replier sur le tarif d'entrée pour défrayer le coût de la soirée. Or, à moins de l'augmenter de façon considérable, ce qui peut faire fuir la clientèle éventuelle, les profits réalisés sur les 1,200 entrées permettent tout juste de couvrir les coûts, et cela, à condition qu'aucune dépense imprévue ne se présente. Mais dans une telle organisation, il y a toujours des impondérables.

Où en sommes-nous? Eh bien, voici: la décision finale de l'Université ayant été rendue le

24 octobre seulement, il ne restait plus assez de temps pour reprendre ailleurs et depuis ses débuts l'organisation complexe de cette soirée qui a lieu traditionnellement le troisième samedi de novembre.

Il n'en demeure pas moins que le "party" de l'Abitibi est un événement très spécial et sans doute unique au Québec.

A cette occasion, les étudiants et des travailleurs de Montréal, originaires de l'Abitibi et du Témiscamingue, reçoivent des étudiants des universités de Sherbrooke, Laval, Ottawa, de l'UQAM, de l'UQTR, de l'UQRN et de McGill, également originaires de la région, ainsi que des travailleurs et des étudiants de Rouyn-Noranda, de Val d'Or, de La Sarre, d'Amos, de Ville-Marie, de Lorrainville, etc. Le dénominateur commun de ce monde: ils sont tous originaires de l'Abitibi et du Témiscamingue. Cet événement culturel

souligne bien la mentalité particulière de ces régions où l'hospitalité, l'amitié et l'unité sont à l'honneur. Et que penser de cette U de M qui, en refusant son hospitalité, met en péril cette tradition bien ancrée qui, pourtant, mérite de survivre à tout prix?

Lors de son message inaugural au Ritz Carleton, M. Paul Lacoste, recteur de l'Université de Montréal, disait justement que l'Université doit "réfléchir sur cette culture dont l'Université [avec un "grand" U] est le véhicule et le foyer créateur" [FORUM, Vol. X, No. 7 du 24 octobre 1975]. L'Université a mis au monde un "bébé culturel" dont elle ne veut plus. Avant de le donner à croire pour de bon, n'y a-t-il pas lieu d'y réfléchir encore une fois?

Quant à nous, nous en avons jusque-là!

DENIS PILON

Etudiant en traduction

U. de M.

RAYMOND LECLERC

Etudiant en psychologie

U. de M.

Carl

PENSEZ À LA GLOIRE...

...DE PARTIR À LA DÉCOUVERTE DU NOUVEAU MONDE

NOS NOMS ENTRERONT DANS L'HISTOIRE!

COLOMB VA ÊTRE EN CHRISTOPHE!

LA BIÈRE GLORIEUSE DE COPENHAGUE!

The comic strip features four panels. The first panel shows a Viking leader with a speech bubble saying 'PENSEZ À LA GLOIRE...'. The second panel shows a group of Vikings with a speech bubble saying '...DE PARTIR À LA DÉCOUVERTE DU NOUVEAU MONDE'. The third panel shows a Viking longship with a speech bubble saying 'NOS NOMS ENTRERONT DANS L'HISTOIRE!'. The fourth panel shows a Viking at the helm with a speech bubble saying 'COLOMB VA ÊTRE EN CHRISTOPHE!'. To the right of the comic is a large, detailed illustration of a tall glass of Carlsberg beer with a crown logo and the text 'LA BIÈRE GLORIEUSE DE COPENHAGUE!' at the bottom.

UNIS NOUS VAINCRONS

Lundi 3 novembre 1975. Les étudiants de sciences sociales continuent leur débrayage. La menace d'injonction est présente tout au cours de la journée. L'Assemblée générale des sciences sociales décide de continuer le combat, injonction ou pas, et de prouver sa solidarité aux étudiants de socio par une manifestation devant l'Immeuble Principal. Plus de 400 personnes marchent vers l'Immeuble Principal. Debout, dans les escaliers de l'Immeuble Principal, les étudiants scandent leurs slogans pour les revendications de socio et contre l'administration. Un étudiant de socio nous apprend que le mouvement de solidarité en sciences sociales a fait réfléchir la haute administration et que JARL [le doyen de la faculté des arts et des sciences], dans une assemblée des profs de socio, a affirmé qu'il était prêt à débloquer les fonds. Mais, affirme-t-il aussitôt ceci n'est pas un précédent et il n'a pas l'intention d'accepter tout autre demande de fonds de d'autres départements. Les manifestants sont heureux d'apprendre cette "concession" de l'administration et face au refus de JARL de permettre à la lutte de s'étendre dans d'autres départements, la foule crie: "Ce n'est qu'un début, continuons le combat". La manif terminée, un étudiant suggère d'en profiter pour continuer une autre lutte soit celle... de la

CTCUM, évidemment. Et, les étudiants se dirigent vers les autobus.

Au cours de la soirée, l'injonction tombe. Le Comité de Coordination de la lutte de socio convoque une assemblée générale des sciences sociales, le mardi 4 novembre, pour faire la lecture de l'Injonction. Un avocat de l'étude de Mergler donne le contenu à l'As-

sembler générale. Cette injonction vise à empêcher l'obstruction des salles de cours. Effective jusqu'au 14 novembre, elle empêche toute personne de bloquer le libre accès à l'Université et d'empêcher les "bons étudiants" de recevoir leurs cours. Les étudiants décident de se plier à l'injonction mais la lutte continue. On refuse la solution gauchiste d'affronter l'injonction et d'attendre que les policiers nous délogent de l'Université. Cette solution ne peut que démobiliser les étudiants tandis que les plus combattifs seront poursuivis par la Justice. En plus, l'Assemblée générale décide de la tenue d'une manifestation de solidarité contre l'injonction, le jeudi 6 novembre à 4h.30 au parc Laurier. Pour mobiliser

ciété, le titre de sa conférence: "L'Université et le public"!!! Les étudiants pensent qu'il y a un petite différence entre l'ouverture de M. Lacoste et leur ouverture. Mais, les étudiants ne sont pas hypocrites, comme certains, ils décident d'aller à l'hôtel Sheraton pour manifester "la différence". Et ceci en prenant NOTRE métro et NOS autobus, évidemment, gratuite-

transformer le Comité de Coordination large et ouvert en un Comité de Coordination fermé et permanent. Seuls les représentants des associations étudiantes auront désormais le droit de faire partie de ce comité, il y a plus de 16 associations étudiantes en sciences sociales. Ainsi, le comité sera beaucoup plus stable et plus apte à élaborer des stratégies.

Mercredi 5 novembre, les commandos envahissent les universités et cegeps montréalais pour annoncer la manifestation du jeudi. Ils sont très bien reçus dans plusieurs endroits. Cependant, au cours de l'Assemblée générale tenue durant l'après-midi, le département d'histoire se retire. Ce geste enfantin est la conséquence du refus de l'Assemblée Générale de voter pour une proposition des gens d'histoire visant à demander la participation des étudiants dans la gestion des budgets de l'Université. L'Assemblée a jugé cette proposition irréaliste, il ne faut surtout pas leurrer les étudiants face à de tels revendications, cela aurait pour effet de démobiliser le mouvement étudiant.

La lutte continue en socio, nous devons tous être solidaires à cette lutte... Car le mouvement de combativité et de revendications des étudiants est fortement lié aux résultats de cette lutte. Unis nous vaincrons!

MICHEL DESMARAIS
[SCIENCE POLITIQUE]



le mouvement étudiant montréalais, des commandos sont formés pour chercher des appuis dans les autres facultés, les autres universités et cegeps de l'île de Montréal.

Entre temps, l'Assemblée apprend que M. Lacoste est l'invité d'honneur de la Chambre de Commerce à l'hôtel Sheraton pour parler de l'ouverture de l'Université vers la so-

ment... Pauvre Hannigan! A l'hôtel Sheraton, M. Lacoste est chahuté, le pauvre, il ne peut faire son discours. Un étudiant de socio prend la parole, il souligne que l'assemblée Universitaire a voté la première fois dans l'histoire de l'UdeM qu'une telle motion est votée. M. Lacoste se retire.

Revenus en Assemblée générale, les étudiants décident de

CONTRE L'INJONCTION

ÉCOLE

9 OCT 1975